

D 847 BRÉSIL: LA TERRE AU TOCANTINS-ARAGUAIA

Les conflits de la terre sont particulièrement intenses dans la région des fleuves Tocantins et Araguaia, une zone chevauchant les Etats du Mato Grosso, Goiás et Pará. Zone explosive sous contrôle militaire depuis la création du Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins (GETAT). Il ne se passe pas de mois sans qu'éclate ou s'intensifie un conflit entre grands propriétaires et petits paysans (cf. DIAL D 824). La section régionale de la Commission pastorale de la terre dresse ici un bilan des conflits de cette zone pour l'année 1982 et, dans un second document, évoque la poursuite des conflits en début 1983.

Note DIAL

1- Bilan des conflits de la terre pour 1982
**LES CONFLITS DE LA TERRE AU TOCANTINS-ARAGUAIA:
 FAITS, CAUSES ET ESPOIRS D'UN PEUPLE**

La coordination de la Commission pastorale de la terre Tocantins-Araguaia, réunie à Gurupi (Etat de Goiás) les 9 et 10 décembre 1982, a décidé de procéder à un bilan sur la situation de conflits autour de la possession et de l'usage de la terre pour la zone recouvrant les diocèses de Conceição do Araguaia (Pará), São Félix do Araguaia (Mato Grosso), Tocantinópolis, Miracema do Norte, Cristalândia et Porto Nacional (Goiás). Nous ne relevons que les cas connus et suivis d'une manière ou d'une autre par notre commission régionale. Les données ne sont pas complètes, mais elles sont le reflet d'une réalité foncière terrible et complexe.

Pour l'année 1982, en dépit de promesses répétées des autorités étatales et fédérales, de beaucoup d'argent dépensé et de trois ans de fonctionnement du Groupe exécutif des terres de l'Araguaia et du Tocantins (GETAT) (1) ; en dépit de la création du ministère des affaires foncières et d'une police omniprésente, nous nous trouvons devant des chiffres révélateurs: 10 personnes tuées dans des conflits de terre; 26 autres frappées et blessées; 130 menacées de mort, dont 6 agents de pastorale et un avocat, le reste étant les paysans; 321 familles expulsées de leurs terres; 133 maisons incendiées ou détruites; 2.772 familles menacées de spoliation, soit quelque 13.860 personnes.

Le tableau suivant détaille les données par diocèse :

(1) Organisme sous juridiction militaire coiffant toutes les structures administratives sur les problèmes agraires (cf. DIAL D 657 et D 712) (NdT).

Diocèse	Morts	Menaces de mort	Frappés Blessés	Familles spoliées	Menacées de spoliation	Maisons brûlées	Personnes arrêtées
São Félix				7	300	7	
Cristalândia				6	65	6	
Porto Nacional		5	1	5	395	3	2
Tocantinópolis	1	109	3	38	530	37	
Conceição do Araguaia	9	16	22	264	1082	80	18
Miracema do Norte				1	400		
TOTAL	10	130	26	321	2772	133	20

Ces chiffres traduisent la violence persistante en rural, où les autorités sont de connivence avec les courtiers véreux et les tueurs à gages, au mépris de la loi. Il en est ainsi, par exemple, à Taboca, Tamboril et Centro dos Borges, dans la commune de Nazaré (Goiás). Là, de nombreuses personnes ont été menacées de mort par la police fédérale, si elles ne quittaient pas leurs terres. Après ces menaces, la présence d'hommes de main a fait naître dans ces villages un lourd climat de tension et d'insécurité. Il faut rappeler que des familles sont installées dans cette région depuis 1918. En avril 1982, à Xinguara (Pará), trois cultivateurs ont été torturés par des hommes se disant de la police fédérale, et cela dans les locaux du GETAT; c'était la répétition de scènes qui se sont produites plusieurs fois à São Geraldo do Araguaia l'année précédente.

Un exemple de la férocité qui règne et de l'impunité de ceux qui l'exercent, c'est la mort du paysan Belchior Martins da Costa le 2 mars 1982; celui-ci, sans arme dans les mains, a reçu plus de cent impacts de balles, a eu les yeux crevés, le crâne et le cou fracturés. Une enquête policière a été ouverte à Rio Maria (Pará); mais malgré toutes les preuves, les noms des auteurs de l'assassinat et les témoins oculaires, le commissaire de police a conclu par la légitime défense au bénéfice du grand propriétaire, de son fils et du tueur à gages laissés en liberté.

L'action jamais punie des tueurs à gages de la région semble faire partie du scénario officiel de l'expulsion des paysans de leurs terres. Très souvent le GETAT profite des menaces lancées par les tueurs à gages pour diviser les paysans, pour les contraindre à quitter le pays ou pour leur faire signer des accords dérisoires, comme dans le cas de Centro da Bezerra, dans la commune de Tocantinópolis; de Centro dos Mulatos, dans la commune de São Sebastião do Tocantins; et de Sumaúma, dans la commune de Sitio Novo. La justice, elle aussi, fait preuve de partialité en signant de façon précipitée des documents judiciaires en faveur de courtiers véreux, mais en laissant dormir les recours déposés par les cultivateurs. C'est le cas de Porto Nacional (Goiás), dans la querelle entre le paysan José da Anunciação Lopes de Almeida et l'agent en courtage Andreza Rodrigues Neres.

De tels faits, si nombreux et constants, ne sont pas accidentels. Ils sont le résultat naturel de la politique économique du gouvernement, qui tend à la concentration de la terre à tout prix pour pouvoir réaliser ses

projets pharaoniques. Des exploitations agropastorales et entreprises industrielles, grandes et moyennes, sont en cours d'implantation depuis quelques années dans la plus grande partie de la zone couverte par le régional de la Commission pastorale de la terre, dans le cadre de la réalisation du Projet Carajás (2), du PRODECER et autres.

Dans ce système qui permet l'expropriation de la terre de milliers de familles, les morts violentes, les destructions de maisons et de récoltes, les pressions physiques et psychologiques, les arrestations et les jugements scandaleux comme celui des treize paysans et des deux prêtres (3), la démonstration de force et de prépotence est impuissante à détruire notre espoir. La voix des anciens et des nouveaux prophètes contre les systèmes iniques et inhumains, le sang des martyrs d'hier et d'aujourd'hui, le cri des appauvris et, plus spécialement, notre foi en Jésus le Nazaréen qui aujourd'hui encore, dans ce temps de tribulations, se fait chair au sein d'un peuple s'organisant en communautés de foi et de lutte, tout cela est pour nous un encouragement à rechercher une Terre nouvelle.

Dans cette recherche, il est urgent de procéder à une réforme agraire sur la base d'une large participation des travailleurs ruraux, y compris au niveau des décisions.

P. Ricardo Rezende Figueira
coordinateur
F. Domingos dos Santos
secrétaire

2- L'assassinat d'un paysan en début 1983

Suite aux récents et terribles événements qui se sont produits dans l'extrême nord du Goiás, la Commission pastorale de la terre du régional Tocantins-Araguaia vient prendre publiquement position en faveur des cultivateurs de la région, et protester contre les actes arbitraires et les abus de pouvoir de la part des autorités et des organismes publics.

Le 29 janvier 1983, des paysans des localités de Tamboril, Curiti et Taboca, dans la commune de Nazaré (Goiás), ont été violemment spoliés de leurs terres. C'est la quatrième expulsion de ces mêmes familles au cours de la même année. Les procès en justice sont tenus pour rien et les familles non concernées par ces procès sont également victimes d'expulsions, de mauvais traitements et de menaces de mort. Des maisons sont incendiées, les réserves d'alimentation jetées par terre et abimées par la pluie et le soleil. Hommes femmes et enfants sont empêchés de ramasser les récoltes et même de passer par les chemins habituels. La faim, l'absence de maison et les maladies font naître dans les familles expulsées le désespoir et une terrible angoisse face à l'avenir.

Toutes ces pressions sont rendues possibles grâce à la présence ostensible des tueurs à gages dans la région, et aux continuelles menaces de nouvelles expulsions et de nouvelles morts de la part de Mme Odícia Conceição de Fátima Morais, qui se dit propriétaire de ces terres. Le comportement répressif des policiers fait monter encore plus la tension et le climat de peur dans les hameaux et les campagnes, en répandant l'insécurité et la terreur dans les familles.

(2) Cf. DIAL D 831 (NdT).

(3) Cf. DIAL D 762, 803 et 819 (NdT).

Au début de février de cette année, Careolano, un employé de Mme Odicia, a été tué. Le 25 suivant, six policiers ont pénétré à 4 H du matin chez M. Guardiano de Souza Nascimento (dit Sindola), à Centro dos Macacos, dans la commune de Tocantinópolis (Goiás). Agé de 77 ans, Sindola a été battu, jeté à terre à coup de pied et abandonné presque mourant sur le sol. Circonstance aggravante, les policiers militaires ont assassiné d'un coup de feu tiré de face le jeune cultivateur Rufino Correa Coelho, âgé de 23 ans, fils de M. Nelson Correa Coelho. Il venait au secours du vieux Guardiano. En voyant son fils tué, M. Nelson a traité les policiers d'assassins. Cela lui a valu d'être humilié, mortifié et contraint de conduire les militaires chez M. João Alexandre da Conceição (dit Paraibano). Celui-ci a été arrêté, ligoté et frappé par les policiers. Les deux ont été accusés par eux d'avoir tué Careolano.

Emmené chez M. Gilberto Lopes da Silva, par ailleurs courtier véreux pour la région, M. Nelson a été obligé de signer un document sans connaître son contenu. En apprenant la mort de Rufino, Mme Odicia a rempli le chèque n° CD-000.053 Bradesco-Araguaia-GO, pour un montant de 20.000 cruzeiros (1); puis, avec une froideur criminelle, elle l'a remis au père du garçon assassiné pour payer l'enterrement. Les deux prisonniers ont été emmenés au commissariat régional d'Araguaína où ils ont subi un interrogatoire portant essentiellement sur les agissements de l'Eglise dans la région.

Le 28 février les prisonniers ont été transférés au commissariat de police de Tocantinópolis, sur ordre du commissaire régional Amorim. João Moraes a été passablement torturé par le soldat Oliveira dans le commissariat d'Araguaína. On voit encore sur son corps les traces de coups. Il a dû passer un examen médical de contrôle.

Le matin du 1er mars, le commissaire régional d'Araguaína et celui de Tocantinópolis, connu sous le nom de Lima, ont, avec des policiers, séquestré dans un endroit inconnu les paysans arrêtés. Le soir, ils les ont laissés dans le hameau de Piraqué, plutôt éloigné de leurs villages.

Ces faits sont révélateurs d'une désorganisation croissante, d'une carence de la justice et d'un mépris certain envers les lois du pays. Cela laisse toute latitude au règne de la violence policière à la campagne, toute liberté d'action aux tueurs à gages payés par des gens véreux qui, par esprit de lucre, augmentent leurs domaines au prix de nombreuses vies humaines. La poursuite de ces graves conflits autour de la possession et de l'usage de la terre, relève de la responsabilité du gouvernement, par le biais de ses différents organes officiels, en particulier le GETAT et le ministère extraordinaire des affaires foncières. Cela confirme ce que les spécialistes ont déjà dit: on assiste à une militarisation accrue des questions foncières, laquelle assure la pénétration en rural du grand capital national et étranger, et baillonne le droit de tout paysan à rester sur sa terre, à la travailler et à en bénéficier.

Au moment où l'Eglise proclame "Fraternité, oui. Violence, non" (2), les travailleurs sont massacrés de diverses manières et privés du droit le plus élémentaire à la survie. Sur leur dos, une minorité dominante s'accroche à ses pouvoirs et à ses privilèges.

(1) Environ 800 F (NdT).

(2) Slogan de la campagne de carême pour 1983 (NdT).

Nous dénonçons tous ces faits, nous entendons exprimer notre refus du système social actuel qui engendre de tels conflits, signes d'oppression et d'appauvrissement du travailleur. En même temps, nous réaffirmons notre soutien évangélique à tous ceux qui, en cette heure historique, luttent pour une nouvelle société faite des valeurs de liberté, de justice et de fraternité. Nous espérons que les travailleurs pourront, en unissant et organisant leurs forces, transformer la société actuelle. Dans ce changement, la réforme agraire sera prioritaire, pour permettre au travailleur de la campagne d'y jouer un rôle prépondérant et décisif.

Wanderlândia, le 2 mars 1983

P. Ricardo Rezende Figueira
coordinateur de la CPT régionale

F. Domingos dos Santos
secrétaire de la CPT régionale

P. Josimo Morais Tavares
coordinateur de la CPT de Tocantinópolis

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 260 F - Etranger 310 F - Avion 380 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441